

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 21 MARS 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/170		
21SERV24 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE MISSION D'ASSISTANCE COMPTABLE POUR LA MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE REGLEMENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES DE LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Francis ROUX, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/170

BUREAU DU 21 MARS 2022

**O B J E T : 21SERV24 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
DE MISSION D'ASSISTANCE COMPTABLE POUR LA
MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE REGLEMENTAIRE
DES IMMOBILISATIONS DU BUDGET PRINCIPAL ET
DES BUDGETS ANNEXES DE LA METROPOLE TPM -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14, du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 22/02/2022,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un accord cadre à bons de commande de mission d'assistance comptable pour la mise à jour de l'inventaire réglementaire des immobilisations du budget principal et des budgets annexes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la responsabilité du suivi des immobilisations incombe, de manière conjointe, à l'ordonnateur et au comptable. La tenue du fichier de l'actif revêt une double importance à la fois patrimoniale et financière. Lors des contrôles, la Chambre Régionale des Comptes apporte un soin particulier à l'exactitude de l'inventaire des collectivités. Dans un objectif de certification des comptes de la Collectivité, la gestion de l'actif doit être rigoureuse,

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 30/11/2021 avec une remise des offres fixée au 06/01/2022,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, JOUE et de la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 9 dossiers ont été retirés,

CONSIDERANT que 4 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société BST CONSULTANT sise à Baillargues (34670),

CONSIDERANT que le candidat présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que le candidat ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de l'entreprise BST CONSULTANT.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché avec l'entreprise BST CONSULTANT pour un montant estimatif de 73 687,50 € HT étant précisé que :

Minimum de 13 500 € HT (montant de la DPGF de l'attributaire valorisé par mise au point) / Maximum de 90 000 € HT.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal et aux budgets annexes 2022 (et suivants) - section fonctionnement - article 62268 service finance.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 21 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



